

REPUBLIQUE FRANCAISE	ANNEE	Envoyé en préfecture le 01/03/2024
DEPARTEMENT DU GERS	N° séance	Reçu en préfecture le 01/03/2024
ARRONDISSEMENT DE CONDOM	N° délibération	Publié le 04/03/2024
COMMUNE DE LECTOURE	Nomenclature « act...	ID : 032-213202088-20240226-2024FEV26_043-DE

DEPARTEMENT  
DU GERS  
....  
ARRONDISSEMENT  
de CONDOM

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU  
CONSEIL MUNICIPAL**

14

Séance Publique ordinaire du **26 février 2024**

Nombre de  
Conseillers  
en exercice : 27

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six février à 19H, le *Conseil Municipal* de *LECTOURE*, légalement convoqué le 16 février 2024, s'est assemblé à la Salle du Conseil Municipal, sous la Présidence de Monsieur Xavier BALLENGHIEN, Maire de Lectoure.

Mme Sylvie ACHÉ, M. Pascal ANDRADA, Mmes Muriel AVID, Sylvie COUDERC, MM. Ghislain de FLAUJAC, Jean-Yves DELACOSTE, Marc DUGROS, André GALOIX, Frank GOBBATO, Mmes Marie-Hélène LAGARDERE, Danièle LAPORTE, Valérie MANISSOL, MM. Éric MATTIUSSI, Julien PELLICER, Mmes Christiane PREVITALI, Corinne QUEVILLY, M. François-Xavier ROUX, Mmes Emilie SARRAN, Odile SCHAAP, Claire TRAMOND,

**formant la majorité des membres en exercice.**

**Excusés ou absents :**

Mme Sylvie COLAS  
M. Loïc DÉANGLES  
Mme Laurianne DUCASSÉ  
Mme Françoise LACAPERRE  
Mme Patricia MARROCQ  
M. Joël VAN DEN BON

**Ont donné procuration :**

M. Loïc DÉANGLES à Mme Muriel AVID  
Mme Laurianne DUCASSÉ à Mme Danièle LAPORTE  
Mme Françoise LACAPERRE à M. Éric MATTIUSSI  
Mme Patricia MARROCQ à Mme Sylvie COUDERC  
M. Joël VAN DEN BON à M. Jean-Yves DELACOSTE

**N'ont pas pris part au vote :**

**Secrétaire :** M. Frank GOBBATO

**Objet :** Etablissements d'Enseignement Privé  
Participation aux frais de fonctionnement au titre de l'année scolaire 2023/2024

**RAPPORTEUR :** Éric MATTIUSSI, Adjoint au Maire chargé du sport, de la jeunesse et de l'éducation.

La loi du 30 octobre 1986 – article L 151 – 3 du Code de l'Education relative à l'organisation de l'enseignement primaire, pose le principe général d'interdiction des aides publiques aux établissements privés.

Ce principe, régulièrement confirmé par la jurisprudence, fait l'objet de dérogations issues de la loi Debré du 31 décembre 1960 d'application du 22 avril 1960 qui définissent les modalités de participation des Collectivités aux dépenses de fonctionnement de ces Etablissements.

Ce dispositif dérogatoire est articulé autour de la règle selon laquelle « les dépenses de fonctionnement des classes, sous contrat d'association, sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public ». Cette disposition renvoie d'une part, à la loi du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements et les Régions et d'autre part, à l'article L 2321 – 2 du CGCT portant sur les dépenses obligatoires des Communes, étant précisé qu'il leur est formellement interdit de participer aux dépenses d'investissement dans les Etablissements Privés du premier degré.

Les dépenses qui peuvent être prises en charge par les Communes, sont visées à l'article L 212-5 du Code de l'Education et précisées par la circulaire N°85 - 105 du 13 mars 1985.

Entrent dans la catégorie des dépenses de fonctionnement :

- l'entretien des locaux affectés à l'enseignement ;
- les frais de chauffage, d'eau, d'éclairage et de nettoyage des locaux à usage d'enseignement ;
- l'entretien et s'il y a lieu, le remplacement du mobilier scolaire et du matériel collectif d'enseignement n'ayant pas le caractère de biens d'équipement ;
- l'achat des registres et imprimés à l'usage des classes ;
- la rémunération des agents de service.

La circulaire 2005-206 du 2 décembre 2005 a précisé les dépenses de fonctionnement à prendre en compte pour la contribution communale et qui incluent, outre les frais précités :

- les contrats de maintenance, assurances,
- les frais de connexion et d'utilisation des réseaux,
- les contrôles techniques réglementaires,
- la rémunération des intervenants extérieurs, recrutés par la Commune, chargés d'assister les enseignants pendant les heures d'enseignement prévues dans les programmes officiels de l'Education Nationale.

De plus, un arrêt du Conseil d'Etat en date du 12 octobre 2011 précise que « les dépenses d'amortissement liées aux matériels et aux logiciels informatiques sont aussi des charges de fonctionnement ».

En outre, les Communes peuvent faire bénéficier les élèves des actions sociales offertes aux enfants fréquentant l'école publique. Sont exclus les rémunérations des enseignants, les travaux de grosses réparations et de location.

L'article R 442 - 47 du Code de l'Education précise que les aides financières ou en nature accordées aux établissements privés ne peuvent être supérieures à celles qui sont accordées aux établissements publics d'enseignement.

A noter enfin que la situation des écoles maternelles spécifiques, conséquence du caractère non obligatoire de ces écoles maternelles et enfantines, par les Communes. L'alinéa 1 du Code de l'Éducation précise que les Communes sont tenues de financer les dépenses des établissements privés dans les mêmes conditions que pour les écoles publiques sous réserve qu'elles aient donné leur accord à la conclusion du contrat d'association et à l'ouverture des classes.

Pour l'année 2023, les dépenses consacrées au fonctionnement de l'école élémentaire publique se sont élevées à **88 338,66 €**, soit un coût à l'élève de **759,56 €** pour 115 élèves du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2023 et 119 élèves du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2023, alors qu'il s'élevait à 751,25 € pour 115 élèves du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2022 et 121 élèves du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2022.

Les dépenses consacrées au fonctionnement de l'école maternelle publique se sont élevées à **108 458,09 €**, soit un coût à l'élève de **1 399,06 €** pour 80 élèves du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2023 et 73 élèves du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2023, alors qu'il s'élevait à 1 277,46 € pour 75 élèves du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2022 et 74 élèves du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2022.

Les versements seront effectués après le vote du budget de la commune, trimestriellement, sur présentation des états justificatifs.

Après en avoir délibéré,

**le Conseil Municipal** à l'unanimité, décide

- de fixer le coût à l'élève au titre de l'année scolaire 2023/2024 (calculé à partir des dépenses 2023) :
  - à 759,56 € par enfant inscrit à l'école élémentaire privée Immaculée Conception,
  - à 1 399,06 € par enfant de plus de 3 ans inscrit à l'école maternelle privée Immaculée Conception,
- d'approuver les modalités de versement précisées ci-dessus.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,

Le Secrétaire de séance,  
Frank GOBBATO



Le Maire,  
Xavier BALLENGHIEN



Le Maire certifie que la présente délibération a été affichée le - 1 MARS 2024 et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Télétransmis au Contrôle de Légalité le : - 1 MARS 2024